

METTRE LE CLIMAT AU COEUR DE TOUTES LES DISCUSSIONS DU G7

appel à un programme
climatique appliquant
la justice entre les sexes

La présente note stratégique a été produite par le Groupe de travail W7 2025 sur le climat, coprésidé par Sonia Phalatse, Bridget Burns, et Diana Sarosi. Elle s'appuie sur un document de Deborah Livingstone *Climate Crisis* produit pour le compte du W7 2025. La note stratégique a pour objet d'éclairer les résultats du G7 2025 et les discussions à venir.

INTRODUCTION

Les pays du G7 sont des acteurs critiques de la lutte contre la crise climatique. Ensemble, ils représentent plus de la moitié du PIB mondial et produisent plus de 20 % des émissions de gaz à effet de serre au monde, et ce, même s'ils ne comptent que pour 10 % de la population de la Terre.¹ Plus important encore, les pays du G7 sont responsables d'une part démesurée des émissions historiques, ce qui fait du G7 un des principaux contributeurs à la déstabilisation climatique mondiale. L'intensification des catastrophes météorologiques entraîne des décès excessifs, de la souffrance, des déplacements, des pertes économiques et des inégalités historiques persistantes dans le monde. Et leurs retombées les plus graves frappent principalement les femmes, les filles, les enfants et les adolescents, les peuples autochtones, les personnes âgées, les agriculteurs de subsistance et d'autres groupes marginalisés, surtout dans l'hémisphère sud.

Malgré des engagements de longue date – depuis l'élimination du charbon jusqu'à des engagements financiers liés au climat – les pays du G7 sont loin de faire ce qu'il faut pour réaliser une transition écologique (verte) juste et équitable. L'urgence climatique continue de s'intensifier : 2024 marque la première année au cours de laquelle les températures mondiales ont dépassé de 1,5°C les niveaux préindustriels, en faisant l'année la plus chaude jamais enregistrée.² La crise climatique touche quotidiennement des gens partout au monde, mais son impact est le plus grave dans les régions fragiles et touchées par des conflits. Elle amplifie la souffrance humaine, les défis humanitaires et les pressions sur les écosystèmes. Elle a aussi pour effet d'accroître les tensions et l'insécurité.

Il est inquiétant de constater que le changement climatique n'est pas un élément central du programme du G7 de 2025. Cette dépriorisation témoigne d'une vaste érosion de son leadership en matière de climat à un moment où le monde en a urgemment besoin. Pourtant, les enjeux figurant au programme du G7 : feux de forêt, minéraux critiques, conflits armés, résilience économique, transition numérique, sont tous liés au climat. On ne peut pas traiter de ces questions sans prendre en compte la façon dont la crise climatique les recoupe et les précipite.

Pour être efficace, le leadership du G7 en matière de climat doit être transversal et ancré dans la justice entre les sexes. La présente note stratégique est un appel à l'action lancé aux dirigeants du G7 pour qu'ils répondent globalement à l'urgence climatique tout en privilégiant une transition juste pour les hommes et les femmes.

1 Fyson, C., Geiges, A., Gidden, M., et Attard, M.-C. (2021). *Are the G7 pulling their weight on climate?* Climate Analytics. <https://climateanalytics.org/publications/2021/are-the-g7-pulling-their-weight-on-climate/>

2 Hausfather, Z. (7 novembre 2021). *State of the climate: 2024 will be first year above 1.5C of global warming*. Carbon Brief. <https://www.carbonbrief.org/state-of-the-climate-2024-will-be-first-year-above-1-5c-of-global-warming/>

LE CLIMAT RECOUPE TOUTES LES PRIORITÉS DU G7

Même si le changement climatique n'est pas un enjeu distinct dans le programme de 2025 du G7, la question demeure profondément enchâssée dans chacun des domaines prioritaires de la présidence du Canada. Le changement climatique et ses répercussions sexospécifiques ne sont pas des problèmes isolés. Ils sont des forces systémiques qui façonnent et exacerbent chaque enjeu dans la liste des priorités du G7.

- **Les conflits armés en cours et les tensions montantes, incluant les guerres et les crises en Ukraine, au Moyen-Orient, en Haïti et dans la région indopacifique** ont des dimensions environnementales et climatiques distinctes. La destruction environnementale à grande échelle attribuable à des conflits armés laisse des séquelles à long terme sur les gens, leurs moyens d'existence et les écosystèmes et elle sape la résilience des collectivités face aux changements climatiques. De plus, les activités militaires contribuent à la crise climatique en produisant une quantité importante d'émissions de gaz à effet de serre. Inversement, les stress induits par le changement climatique – comme les sécheresses, l'insécurité alimentaire et les déplacements liés aux catastrophes – peuvent alimenter encore plus de tension et d'instabilité. Par exemple, en Haïti, des catastrophes imputables au climat ont exacerbé la fragilité politique, l'insécurité et la violence fondée sur le sexe qui s'ensuit.³ Dans les zones de conflit, les femmes et les filles sont plus à risque d'exploitation et elles ont moins accès aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs, à l'éducation et à des moyens d'existence.
- Les **campagnes d'ingérence étrangère et de désinformation** ciblent souvent les activistes et défenseurs de l'environnement et des droits des femmes – en particulier ceux qui s'opposent aux industries extractives ou qui militent en faveur des droits fonciers des peuples autochtones. Ces acteurs sont de plus en plus à risque. Global Witness (2023) indique que plus de 1700 défenseurs des droits fonciers et environnementaux ont été tués au cours de la dernière décennie. Par ailleurs, les femmes activistes font face à des menaces liées à la fois à leur genre et à leurs activités militantes.
- **La résilience économique et les chaînes d'approvisionnement de minéraux critiques** sont au cœur de la transition écologique (transition verte) mais sans garanties, ces chaînes d'approvisionnement risquent de reproduire les schémas coloniaux d'extraction et d'exploitation fondée sur le sexe, ce qui pourrait alimenter ou exacerber les tensions. Par exemple, l'extraction du cobalt en République démocratique du Congo se fait souvent dans des conditions non sécuritaires, faisant appel au travail des enfants et ne rapportant pratiquement rien aux collectivités locales.⁴ Les femmes dans les régions minières sont souvent menacées de déplacement, elles font face à des risques pour la santé et n'ont pas accès aux gains économiques. Plus généralement, la résilience économique est intrinsèquement liée à la justice climatique et à la justice entre les sexes, car les systèmes économiques inclusifs sont essentiels pour permettre aux collectivités de se préparer aux chocs et aux facteurs de stress liés au changement climatique, de leur résister et de s'en remettre. Les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, qui sont démesurément touchés par les changements climatiques, doivent être outillés, avoir accès aux ressources et pouvoir prendre des décisions afin de gagner leur vie de façon durable. Assurer l'avancement de la justice climatique et de la justice entre les sexes n'est pas seulement une question de droits, il s'agit également d'un investissement stratégique dans des économies résilientes, stables et prospères.

3 Programme de développement des Nations Unies (2023). Gender, climate change and food security: Policy brief 3. UNDP. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Gender,%20CC%20and%20Food%20Security%20Policy%20Brief%203-WEB.pdf>

4 Amnesty International. (2021). *Nos droits brûlent* ! Les gouvernements et les entreprises doivent agir pour protéger l'humanité face à la crise climatique <https://www.amnesty.org/en/documents/pol30/3476/2021/fr>

- **La transition numérique**, spécialement au chapitre des technologies de l'IA et des technologies quantiques, comporte des conséquences environnementales non négligeables que l'on se doit d'aborder. L'entraînement de grands modèles d'intelligence artificielle produit d'importantes émissions de carbone. Et la demande grandissante de centres de données contribue à une consommation d'énergie et d'eau à des niveaux insoutenables. Si rien n'est fait, les solutions numériques liées à la lutte au changement climatique risquent de créer de nouvelles formes de dégâts environnementaux, de consolider les biais de données et d'empêcher les femmes et les communautés marginalisées d'accéder à ces solutions et de participer aux processus décisionnels. Les pays de l'hémisphère sud n'ont toujours pas de systèmes formels adéquats pour recouvrer et disposer de façon sécuritaire des matériaux dangereux, des minéraux précieux et des déchets électroniques que générera l'IA.⁵
- **La mobilisation de capitaux privés** pour le financement des infrastructures vertes doit s'accompagner de garanties sexospécifiques et de rigoureux cadres de responsabilité publique. Dans les collectivités locales, sans accès direct au financement, les femmes et les filles – qui sont d'importantes quoique sous-évaluées gardiennes des ressources naturelles – sont exclues de l'élaboration de solutions pour le climat et le renforcement de la résilience. De plus en plus de capitaux privés sont investis dans les énergies vertes et les chaînes d'approvisionnement de minéraux critiques. Or, sans contrôle suffisant, ces investissements risquent d'entraîner des expropriations foncières, la dégradation de l'environnement et l'exploitation des femmes et des communautés autochtones sous le couvert de la durabilité. Sans compter qu'une bonne partie de ce financement n'est que de l'écoblanchiment – les projets extractifs motivés par le profit sont qualifiés de projets « verts » sans pour autant réduire les émissions de GES ni assurer une redistribution du pouvoir. La croissance incontrôlée, même lorsqu'on la dit verte, demeure fondamentalement incompatible avec la transformation structurelle et profonde requise pour atteindre les objectifs climatiques et faire progresser la justice entre les sexes.
- **La lutte contre les feux de forêt**, un des rares éléments liés au climat mentionné explicitement dans le programme du G7, révèle l'échec à intégrer des solutions systémiques. La fréquence croissante des feux de forêt est un résultat direct du changement climatique et de la mauvaise gestion de la terre. Les femmes, notamment les femmes autochtones, détiennent un savoir écologique traditionnel essentiel pour la gestion des feux et le rétablissement des communautés, mais elles sont rarement incluses dans les processus décisionnels ou dans l'élaboration de stratégies nationales. En outre, les femmes et les enfants sont plus vulnérables physiologiquement aux effets des feux de forêt et leur sécurité est plus à risque lors de catastrophes imputables au climat, notamment la violence fondée sur le sexe et la traite des personnes.⁶
- **Pour contrer le trafic de migrants et de drogues**, il est nécessaire de s'attaquer aux facteurs climatiques causant les déplacements des populations. En 2022 seulement, plus de 32 millions de personnes ont été déplacées en raison de catastrophes météorologiques.⁷ Les femmes et les filles dans des contextes de migration climatique font face à de multiples violations de leurs droits et sont exposées à des menaces proprement sexospécifiques. Notamment, les changements climatiques aggravent le cycle de la pauvreté, exacerbent la vulnérabilité des femmes et des filles, comme la violence fondée sur le sexe et la traite des personnes, et multiplient les obstacles à l'asile en raison de politiques de migration sexistes.⁸

5 Crownhart, C. (28 octobre 2024). *AI will add to the e-waste problem. Here's what we can do.* MIT Technology Review. <https://www.technologyreview.com/2024/10/28/1106316/ai-e-waste/#:~:text=Equipment%20used%20to%20train%20and,fraction%20of%20the%20global%20total.&text=Generative%20AI%20could%20account%20for,according%20to%20a%20new%20study>.

6 Save the Children. (2023). *Global girlhood report 2023: Girls at the centre of the storm—Her planet, her future, her solutions.* Save the Children International.

7 Internal Displacement Monitoring Centre. (2023). *Rapport mondial sur le déplacement interne 2023 IDMC.* <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2024-francais/>

8 Nations Unies (2022). *Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, Felipe González Morales (A/77/189).* Assemblée générale des Nations Unies. <https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/2022/report-impact-climate-change-and-protection-human-rights-migrants>

L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EST REQUISE POUR UNE TRANSITION JUSTE

L'égalité entre les sexes ou l'égalité de genre est mentionnée dans les déclarations du G7, mais elle demeure marginale dans les politiques liées au climat. Le concept de transition juste, à la base, est né de mouvements ouvriers qui, aux prises avec des économies abandonnant graduellement les industries très émettrices de carbone, plaidaient en faveur de l'équité et réclamaient du travail décent, un dialogue social et la protection des travailleurs et travailleuses dont les emplois étaient à risque. À mesure que nous étendons cette vision afin que personne ne soit laissé pour compte, il est essentiel de reconnaître que l'égalité entre les sexes doit être au cœur d'une transition véritablement juste afin d'assurer que les nouvelles économies vertes corrigent les inégalités existantes et surtout ne les reproduisent pas.

L'approche dominante en matière de décarbonisation continue toutefois d'ignorer les structures sexistes de la vie économique et sociale. Une transition juste qui priorise l'égalité entre les sexes exige plus que la représentation. Elle exige que les politiques climatiques du G7 reconnaissent et abordent les façons dont l'action climatique – si elle est conçue sans souci d'équité – peut renforcer les inégalités mêmes qu'elle clame vouloir redresser. Les femmes demeurent surreprésentées dans les emplois sous-payés, précaires et informels – des conditions propres au travail lié aux soins et au travail domestique (aussi environnemental), et ce, malgré le potentiel qu'a l'industrie des soins de fournir des emplois verts décents. Elles sont également exclues des processus décisionnels officiels et des emplois dans les secteurs verts traditionnels. Les effets du changement climatique intensifient le fardeau lié aux soins et la ségrégation professionnelle, menacent la capacité de gagner sa vie de la terre, enracinent la marginalisation de l'énergie propre et accroissent l'exposition au danger.

Pour être juste, une transition doit :

- Privilégier les soins en tant que travail essentiel pour la santé planétaire.
- Soutenir une transformation économique régénératrice plutôt qu'extractrice.
- Promouvoir un juste financement pour la lutte au changement climatique et la protection environnementale afin de corriger les injustices sociales et écologiques historiques.
- Exiger de l'État qu'il occupe un rôle central et évite et élimine les politiques d'austérité régressives, comme des compressions budgétaires dans les programmes d'aide sociale.

Minéraux critiques et transition juste : éviter une nouvelle ère de l'extraction

Dans la course des pays du G7 pour garantir leur accès aux minéraux critiques — comme le lithium, le cobalt, le nickel, de cuivre et les autres éléments rares de la terre — requis pour les technologies d'énergie renouvelable et l'infrastructure numérique, il s'ouvre rapidement une nouvelle frontière d'extraction à l'échelle du monde. Ces minéraux sont essentiels pour les batteries, les véhicules électriques, les panneaux solaires et les éoliennes; ce qui les place au centre de la transition verte. Toutefois, si le G7 ne parvient pas à gérer les conséquences environnementales, sociales et sexospécifiques de cette chaîne d'approvisionnement, la transition ne sera verte que de nom, reproduisant les mêmes systèmes d'extraction et d'exploitation qu'à l'époque coloniale, ceux-là mêmes qui ont provoqué cette crise au départ.

La plupart des minéraux critiques se trouvent dans l'hémisphère sud. Plus de 70 % du cobalt au monde, à titre d'exemple, est extrait en République démocratique du Congo (RDC) où des mineurs artisans, incluant des enfants et des femmes, travaillent dans des conditions dangereuses et à bas salaire sans équipement de protection ni droits du travail.⁹ L'extraction du lithium dans le « triangle du lithium » en Amérique du Sud (en Argentine, en Bolivie et au Chili) menace les sources d'eau et les écosystèmes des populations autochtones. Pourtant, les processus de consultation et de consentement des communautés touchées demeurent faibles sinon inexistants.¹⁰ Les répercussions sexospécifiques sont flagrantes : les femmes dans ces régions sont de plus en plus exposées à des substances polluantes; elles perdent leurs moyens d'existence liés à l'exploitation de la terre; leur charge liée aux soins augmente en raison de la dégradation de l'environnement; et elles sont exclues des emplois officiels dans le secteur minier ainsi que du processus décisionnel communautaire.

L'approche actuelle du G7 en matière de minéraux critiques est étroitement axée sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement afin de soutenir leurs industries nationales et leur positionnement géopolitique, en particulier pour contrer l'influence de la Chine. La *Stratégie des minéraux critiques 2023* du Canada et des stratégies semblables aux États-Unis et dans l'Union européenne mettent l'accent sur l'expansion rapide de l'exploration, des investissements et des accords commerciaux. Toutefois, un petit nombre seulement de ces plans comporte des garanties véritables pour protéger l'environnement, les droits des peuples autochtones ou les droits des femmes dans les pays producteurs. Par conséquent, l'actuelle poussée industrielle verte risque de devenir un nouveau chapitre de la longue histoire de l'exploitation coloniale des ressources.

Bref, les politiques relatives aux minéraux critiques ne doivent pas être un nivellement par le bas. Le G7 a le pouvoir ainsi que la responsabilité de fixer de nouvelles normes qui priorisent les personnes et la planète plutôt que les bénéfices et le pouvoir. Une transition juste pour les hommes et les femmes exige de faire plus que remplacer les combustibles fossiles. Il faut transformer les systèmes d'inégalités sur lesquels l'ère des combustibles fossiles s'est bâtie.

9 Amnesty International, 2021

10 International Renewable Energy Agency. (2023). *World energy transitions outlook 2023: 1.5°C pathway*. IRENA. https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2023/Mar/IRENA_WETO_Preview_2023.pdf?rev=2ca35086907b42cca651b0179a7c639c#:~:text=This%20decade%2C%20our%20success%20in,renewable%20energy%20and%20efficiency%20solutions.

ANALYSE DES ENGAGEMENTS PRÉCÉDENTS DU G7

Dans leurs déclarations antérieures, les dirigeants du G7 ont reconnu que les personnes et les communautés aux premières lignes des crises climatiques, de l'environnement et de la biodiversité, incluant les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, sont démesurément touchées par celles-ci, mais également que leur rôle est crucial en tant que chefs de file et agents de changement. De plus, les dirigeants du G7 ont reconnu que le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation des océans et des terres sont des défis mondiaux interreliés qui menacent la paix, la sécurité, le développement, la santé et la stabilité économique, notamment dans les pays les plus vulnérables. Cela étant, les dirigeants se sont engagés à adopter des approches sexospécifiques en matière de financement, d'investissement et de politiques pour le climat et la nature.

Ils se sont engagés à faire progresser le leadership, l'autonomisation et la participation des femmes. Par contre, il est rare que ces engagements soient rattachés aux politiques, décisions et actions propres au climat. Le tableau de bord du G7 sur les écarts entre les sexes, un mécanisme pour surveiller systématiquement les engagements du G7 et les progrès dans l'atteinte de l'égalité des genres dans divers domaines n'inclut pas présentement d'indicateurs portant sur la crise du climat.

Dans des déclarations antérieures, les pays du G7 ont souligné l'importance d'accélérer la transition vers des économies à faible émission de carbone. Dans divers énoncés, on a retrouvé les expressions « juste », « équitable », « inclusive », « ne laisser personne pour compte », ce qui ouvre la voie à l'inclusion de libellés plus concrets décrivant des mesures assurant une transition énergétique juste pour les hommes et les femmes. Les engagements du G7 en faveur de normes, de plans et d'investissements pour une transition juste, comme la liste de politiques pour une transition juste (Menu of Policy Options for a Just Transition towards Net Zero) dans le volet Finance du G7, doivent inclure une analyse comparative entre les sexes plus rigoureuse.

Les engagements de financement du G7 pour la lutte au changement climatique, et plus particulièrement le Fonds pour les pertes et dommages, se sont avérés faibles et peu d'entre eux font expressément référence à l'égalité entre les hommes et les femmes. Au lieu d'y consentir des fonds, ils ont encouragé d'autres institutions à agir et ils ont simplement manifesté leur intention – pas d'actions ni d'engagements concrets.

RECOMMANDATIONS POUR LE G7

Afin d'en arriver à une transition juste pour les hommes et les femmes, exempte de combustibles fossiles et véritablement transformatrice, le G7 doit adopter une approche féministe et décolonisatrice en matière de gouvernance climatique – une approche qui priorise les soins, l'équité et les droits de la personne et rejette la fausse dichotomie entre résilience économique et justice environnementale. Les recommandations suivantes correspondent aux demandes urgentes exprimées par les féministes et par les Autochtones qui militent pour le climat à travers le monde. Ce sont des demandes ancrées dans des expériences vécues, dans l'action de première ligne et dans des décennies d'engagement stratégique.

Réduire les émissions de GES

À un moment où l'industrie des combustibles fossiles fait preuve d'un opportunisme croissant pour remédier à ses difficultés économiques, le G7 doit se montrer ferme dans ses engagements à atteindre ses objectifs de réduction de GES et redoubler d'efforts pour atteindre le Nouvel Objectif Collectif Quantifié (NCQG) pour le financement de la lutte au changement climatique.

- **Se départir des combustibles fossiles et des industries extractives et réduire l'impact sur le climat du commerce mondial.** En dépit de leurs engagements internationaux, les pays du G7 continuent de subventionner les combustibles fossiles à raison de plus de mille milliards de dollars US par année (IEA, 2023). Et parallèlement, la poussée rapide visant à sécuriser des minéraux critiques pour les technologies vertes menace de reproduire et d'enchâsser des modèles d'extraction néfastes pour les communautés en première ligne – en particulier les femmes, les enfants et les adolescents et les peuples autochtones qui supportent l'essentiel de la dépossession des terres, de l'exposition aux substances toxiques et de la violence.¹¹²
- **Réduire les émissions imputables aux activités militaires et se pencher sur l'impact environnemental des conflits.** Les armées font partie des plus grands pollueurs institutionnels au monde et pourtant, les émissions imputables aux activités militaires sont systématiquement exclues des inventaires de GES nationaux. Le G7 doit tenir compte des émissions produites par les activités militaires et la fabrication d'armes; il doit soutenir la récupération environnementale dans les pays touchés par des conflits; et il doit parallèlement investir dans la consolidation de la paix et la résilience communautaire.
- **Rejeter les fausses solutions pour le climat qui retardent l'action véritable et enchâssent les iniquités.** Ces fausses solutions et stratégies incluent les biocarburants, le « charbon propre », les promesses de zéro émission sans véritable réduction, le commerce du carbone, les offsets, la géo-ingénierie, les technologies de captage et de stockage de carbone et les approches spéculatives de séquestration du carbone au moyen de pratiques agricoles. Bon nombre de ces solutions sont utilisées par les grandes sociétés et les gouvernements afin de « verdir » leurs activités polluantes tout en déplaçant les Autochtones et les communautés locales. Les gouvernements du G7 devraient plutôt prioriser des solutions fondées sur des données probantes, dirigées par les collectivités locales et promouvant l'égalité entre les hommes et les femmes. Et ils devraient investir dans des stratégies d'atténuation (ex. énergie renouvelable, réseaux de transport en commun public, etc.) et d'adaptation (ex. agriculture écologique, conservation dirigée par les Autochtones, infrastructure verte, etc.).

Transition juste pour les hommes et les femmes

Dans des déclarations précédentes, les membres du G7 ont reconnu la nature sexospécifique de l'impact du climat, mais ils n'ont pas pris de véritables engagements opérationnels. La transition juste pour les hommes et les femmes n'est pas accessoire – elle est fondamentale à toute solution climatique se voulant juste, pérenne et efficace.

- **S'engager à une transition verte juste et équitable en démantelant les régimes d'extraction, d'exploitation et d'oppression.** Ce qui inclut l'élimination graduelle de la dépendance au carbone tout en protégeant les droits de la personne et en appliquant une justice redistributive. Les gouvernements doivent reconnaître, redistribuer et rémunérer le travail non payé des soins; ils doivent assurer l'accès des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés aux emplois verts décents; et ils doivent contrer la ségrégation professionnelle dans les secteurs verts. La transformation économique doit aussi transférer le pouvoir à l'échelle locale, dans les mains des coopératives de travailleurs et travailleuses et elle doit soutenir les micros, petites et moyennes entreprises, qui sont la clé de la résilience communautaire et du développement économique inclusif.

11 Amnesty International, 2021

12 International Renewable Energy Agency, 2023

- **Abandonner la définition étroite de « travail » dans les lois sur le travail et adopter une définition élargie** qui inclut le travail non rémunéré et les moyens de subsistance, comme l'accès à la terre, au capital et aux ressources, l'agriculture et la pêche et les autres moyens d'existence, ainsi que le travail précaire et la gamme variée d'activités faisant partie de l'économie informelle, incluant les soins et le travail domestique (environnemental). Les soins sont une contribution essentielle au tissu social. Ils sont également « verts ». Les activités liées aux soins produisent moins de GES que d'autres formes de travail productif, ce qui veut dire qu'investir des fonds publics pour créer plus d'emplois et de meilleurs emplois dans le secteur des soins s'inscrit dans la volonté de réduire les émissions de carbone. La transition juste doit assurer des conditions de travail et des salaires décentes aux personnes qui les fournissent ainsi qu'une formation appropriée et la sécurité d'emploi.
- **Privilégier chez les travailleurs le leadership des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes dans une transition juste menant à une économie verte** (ex. énergie renouvelable et construction durable) en offrant des stages d'apprentissage ciblés, des bourses en STIM pour les groupes sous-représentés, des milieux de travail sécuritaires et exempts de harcèlement et des congés parentaux et services de garde d'enfants, tout en investissant dans une infrastructure verte et durable qui génère d'autres emplois décents.
- **Promouvoir de solides investissements dans des services publics accessibles à tous en créant des emplois verts décents conformément aux normes de l'OIT¹³**. Plutôt que le travail sporadique et largement non qualifié offert actuellement dans les programmes d'emploi des gouvernements aux chômeurs et chômeuses, pour améliorer la qualité de ces programmes publics, à la protection sociale devrait s'ajouter un travail garanti, assorti de conditions de travail décentes et d'une formation pertinente.
- Dans un souci de transition juste, **promouvoir et garantir des voies de migration sécuritaires, ordonnées et régulières** à l'intérieur des pays et entre les pays en accordant aux personnes migrantes, réfugiées et déplacées en raison des changements climatiques le statut légal et l'accès aux droits socioéconomiques, incluant le droit à un travail décent et digne. **Abandonner les politiques anti-immigration et de refoulement** pour reconnaître la valeur ajoutée pour l'économie verte de l'arrivée de personnes migrantes, réfugiées et déplacées en raison des changements climatiques, leurs compétences et leurs connaissances liées au climat, incluant le savoir autochtone.
- **Prioriser et mettre en œuvre de toute urgence des stratégies de justice climatique qui répondent aux réalités vécues des communautés touchées par le changement climatique.** Ces stratégies doivent véritablement inclure les connaissances et le savoir traditionnels des peuples autochtones et les actions climatiques menées par les communautés locales afin de contrer les pertes et dommages imputables au changement climatique, de protéger la santé des océans, de réduire les risques de catastrophe et de stopper la destruction de la biodiversité et l'écocide – autant de phénomènes qui touchent démesurément les femmes, les enfants et les adolescents et les peuples autochtones. À titre d'exemple, pour les femmes habitant de petits États insulaires en développement (PEID), la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et leurs moyens d'existence sont de plus en plus mis à mal et menacés par la hausse du niveau de la mer et l'effondrement des récifs de corail (ONU Femmes, 2023).
- **Établir et voir à l'application des mécanismes de responsabilisation pour tenir les sièges sociaux des sociétés des pays du G7 responsables des violations aux droits de la personne et de l'environnement – en particulier les violations des droits des femmes, de la souveraineté des peuples autochtones et des droits des défenseurs de l'environnement et des droits environnementaux des enfants.** Ces mécanismes doivent être harmonisés à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), à l'Observation générale no 26 (2023) sur les droits de l'enfant du Haut commissariat des Nations Unies sur les droits de l'homme, à la Déclaration de l'ONU sur les droits de peuples autochtones et ils doivent respecter le principe du libre consentement préalable et éclairé dans tous les investissements et projets liés au climat.

13 Organisation internationale du travail (non daté). À propos de l'OIT Organisation internationale du travail Consulté le 26 mai 2025: <https://www.ilo.org/about-ilo>

Financement

Le financement lié à la lutte au changement climatique doit être repensé de fond en comble afin de reconnaître et de régler la dette écologique des pays du Nord. Il faut voir à ce que les mécanismes de financement permettent de rétablir les écosystèmes et les moyens de subsistance des peuples de l'hémisphère sud touchés de façon disproportionnée par l'effondrement climatique. Le financement pour le climat doit également permettre de mener des actions climatiques ambitieuses.

- **Dissuader et éliminer rapidement les investissements dans les combustibles fossiles**, lesquels excèdent encore les mille milliards de dollars US à l'échelle du monde (IEA, 2023), sapant les efforts pour augmenter l'énergie renouvelable et améliorer l'adaptation au changement climatique. Réaffecter ces fonds au financement pour le climat afin d'aider ceux qui sont le moins responsables du changement climatique, mais qui souffrent le plus de ses retombées.
- **Verser le financement lié à la lutte au changement climatique sous forme de subventions et non pas de prêts ou de dettes au bénéfice de la nature** afin d'éviter d'alourdir l'endettement des pays vulnérables aux changements climatiques. Les pays du G7 doivent s'engager à verser au moins mille milliards de dollars US par année de fonds publics aux pays en développement conformément aux principes des pays pollueurs, de leur responsabilité historique et de leurs responsabilités communes, quoique différenciées.
- **Appuyer, financer et mettre totalement en œuvre le Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre et son plan d'action en faveur de l'égalité des sexes** ainsi que veiller à la cohérence et aux visées ambitieuses du plan d'action pour l'égalité des sexes du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et des plans d'action pour l'égalité des sexes du Cadre de Sendai.
- **Consolider les progrès en matière d'égalité de genre à l'aide de fonds existants** (incluant le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation au changement climatique, et le Fonds de défense contre les pertes et les dommages) et investir dans d'autres mécanismes de financement sexospécifiques (comme un fonds pour la femme et l'environnement) afin d'en assurer l'accès direct aux groupes communautaires de femmes, aux peuples autochtones et aux collectivités locales. Cette mesure doit inclure un contrôle équitable et transparent de la façon dont les fonds sont distribués et utilisés et elle doit être assortie d'une obligation de responsabilité envers les personnes les plus touchées.
- **Renforcer la transparence des flux du financement lié au climat et le suivi des données**, incluant publier les données désagrégées sur le financement bilatéral et multilatéral destiné aux femmes et aux filles, aux peuples autochtones, aux jeunes, aux collectivités locales et les ventiler par région géographique.
- **Fournir du financement pour la lutte contre le changement climatique, l'augmenter et ajouter de nouveaux fonds, et affecter au moins 15 % de l'Aide publique au développement pour le climat** à des initiatives dont l'égalité entre les sexes est l'objectif principal. À ce jour, moins de 1 % du financement mondial lié au climat atteint les groupes communautaires de femmes (OCDE, 2023) et moins de 7 % du financement multilatéral pour contrer les changements climatiques tient compte expressément et significativement des besoins des filles (CERI, 2023). Il est nécessaire d'augmenter de façon spectaculaire l'appui aux initiatives climatiques sexospécifiques, notamment par du financement versé directement aux organismes communautaires et organisations de défense des droits des femmes.

Minéraux critiques

Afin d'assurer une transition véritablement juste, le G7 doit recadrer son programme de minéraux critiques dans une perspective de justice climatique et d'égalité entre les sexes. Ce qui signifie :

- **Passer de l'extractivisme à la circularité** : prioriser des investissements dans le recyclage et la réutilisation et exiger des stratégies de réduction afin de diminuer la dépendance à l'extraction de minéraux bruts. L'Agence internationale de l'énergie (2022) estime qu'à lui seul le recyclage amélioré des batteries pourrait réduire la demande en minéraux d'au moins 30 % d'ici 2040.
- **Respecter les droits des Autochtones et des communautés** : tous les projets de minéraux critiques doivent adhérer au principe du libre consentement préalable et éclairé comme indiqué dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Les pays du G7 ne doivent pas financer ni appuyer des activités minières qui violent les droits fonciers autochtones, déplacent des communautés ou dégradent les écosystèmes.
- **Exiger des évaluations d'impact sexospécifique** : exiger que les évaluations d'impact environnemental et social de tous les projets miniers contiennent une analyse sexospécifique et une consultation menée par la communauté et qu'elles portent une attention particulière aux responsabilités en matière de soins, à l'accès à la terre, aux effets sur la santé et à l'emploi.
- **Soutenir les solutions portées par la communauté** : allouer des fonds de développement aux coopératives, aux petites entreprises de traitement et aux entreprises dirigées par des femmes et des jeunes qui favorisent la propriété locale, le travail digne, le partage équitable des bénéfices et la restauration environnementale.
- **Créer des mécanismes de responsabilisation des entreprises** : mettre en œuvre de strictes règles de diligence raisonnable pour les entreprises des pays du G7 œuvrant dans les secteurs de l'extraction, du traitement et du commerce des minéraux. Les mesures législatives, comme la Directive de diligence raisonnable des entreprises en matière de durabilité de l'Union européenne, doivent être renforcées et s'harmoniser dans les pays du G7 afin d'appliquer les normes environnementales et les normes du travail en vigueur ainsi que les droits de la personne.
- **Promouvoir des économies centrées sur les soins** : reconnaître que la transition ne doit pas se construire sur la poursuite de l'extraction, mais plutôt amorcer un virage systémique vers des économies centrées sur les soins, la réparation et la régénération. Ce qui inclut investir dans l'infrastructure sociale, soutenir les travailleurs et travailleuses du secteur des soins et valoriser le travail non rémunéré et sous-payé, en particulier celui fait par les femmes et les filles.

Leadership et responsabilité

- **Assurer la participation équitable des femmes** dans toute leur diversité et privilégier leur leadership dans les discussions sur le climat et les organismes et processus décisionnels. Notamment, nous soulignons l'urgence de reconnaître le leadership des femmes autochtones dans toutes les régions du monde, dans les États africains, dans les PEID, dans les pays en développement sans littoral (PDSL) et dans les pays les moins avancés.
- **Intégrer l'analyse comparative entre les sexes et les objectifs d'égalité de genre dans toutes les discussions du G7 pourtant sur le climat, dans les négociations et dans les processus d'élaboration de politiques**, non comme un simple ajout, mais comme pilier central d'une gouvernance climatique efficace. L'intégration des genres doit être appuyée par du financement, le renforcement des capacités et la ventilation des données dans toutes les initiatives du G7 liées au climat.

BIBLIOGRAPHIE

Cerise, Somali, Sarah Cook, Julia Taylor, et Katrina Lehman-Grube. 2024. "Towards a Gender Just Transition: Principles and Perspectives from the Global South." Southern Centre for Inequality Studies Working Paper, SCIS working paper

Crownhart, C. 2024. AI will add to the e-waste problem. Here is what we can do about it. MIT Technology Review.

Fyson, Claire, Matthew Gidden, Andreas Geiges, et Marie-Camille Attard. 2021. "Are the G7 Pulling Their Weight on Climate?" Climate Analytics. 2021.

Hausfather, Zeke. 2024. "State of the Climate: 2024 Will Be First Year above 1.5C of Global Warming." Carbon Brief. Le 7 novembre 2024.

Livingstone, D. (2 janvier 2025). The climate crisis: Thematic paper for the 2025 Women's 7. Women 7 (W7).

Sandra Fredman, "Greening the Workforce: A Feminist Perspective" (2023) 39 *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations* 3-4, pp. 337 – 358 <https://doi.org/10.54648/ijcl2023023>